HAL
open science

La production de viande et l'occupation de l'espace après la crise de l'ESB : essai de réflexions prospectives

G. Baud

To cite this version:

G. Baud. La production de viande et l'occupation de l'espace après la crise de l'ESB : essai de réflexions prospectives. Ingénieries eau-agriculture-territoires, 1997, 9, p. 3 - p. 14. hal-00460980

HAL Id: hal-00460980

https://hal.science/hal-00460980v1

Submitted on 3 Mar 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La production de viande et l'occupation de l'espace après la crise de l'ESB[1] : essai de réflexions prospectives

Georges Baud

L'encéphalopathie spongiforme bovine a frappé l'élevage comme un séisme, tout particulièrement depuis le printemps 1996. Un an environ après, la consommation de bœuf et les prix à la production se sont redressés mais demeurent sensiblement inférieurs à ceux d'avant la crise[2]. En outre, une demande émerge, bien soutenue par divers opérateurs de la filière et par les pouvoirs publics en faveur de la viande produite à l'herbe.

Mais, il est encore très difficile d'imaginer toutes les conséquences de cet événement, d'autant qu'il est survenu en précipitant et amplifiant les effets d'une autre crise, structurelle, qui s'annonçait : une production en augmentation, probablement stimulée, au moins temporairement, par la réforme de la PAC de 1992 et de plus en plus excédentaire par rapport à une consommation française en érosion lente mais continue depuis près de 15 ans.

A première vue, les exploitations produisant de la viande bovine à partir de régime à base d'herbe, en particulier celles spécialisées en élevage allaitant extensif des régions difficiles, sembleraient pouvoir espérer de ce nouveau contexte un avantage au moins relatif, sinon décisif.

En réalité l'incertitude est très grande : comment évoluera la consommation en quantité, en qualité, en France, en Europe et dans les pays tiers importateurs de viande française ? Comment la production française pourra-t-elle s'ajuster : dans son ensemble ? par catégorie de viande ? Et surtout, quelles vont être les interventions de l'Union européenne sollicitée pour panser les plaies à court terme, rééquilibrer les structures de production et les marchés à moyen terme ?

Dans ce brouillard, il importe néanmoins de se donner quelques repères prospectifs pour se préparer à faire face à un éventail de situations possibles et à résoudre les problèmes correspondants.

C'est l'objet du présent article qui, après avoir rappelé les caractéristiques essentielles de la production française de viande de bœuf selon sa répartition géographique présente un essai, simplifié, de réflexions prospectives à partir de scénarios visant à apprécier :

– l'adéquation des différentes catégories de viande produites en France ;
– l'adéquation des différents systèmes d'élevage régionaux.

Les hypothèses retenues concernent la politique agricole de l'Union européenne et la consommation de viande de bœuf en France et en Europe.

La production française actuelle de viande bovine

Répartition par grandes catégories (tableau 1)

La production de viande bovine est encore constituée pour plus de 40 % par des vaches de réforme.

La seconde catégorie la plus produite est celle des taurillons - pour plus de un tiers -, catégorie qui est relativement peu consommée en France (8 % de la viande bovine consommée d'après l'Institut de l'Elevage) et qui est donc essentiellement destinée à l'exportation.

Les génisses de boucherie viennent en troisième position avec 14 % de la production, puis les bœufs

1. Encéphalopathie Spongiforme Bovine dite « maladie de la vache folle ».

2. D'après Agreste - Conjoncture de mars 1997 : consommation intérieure de gros bovins - 5 % d'octobre-novembre 1996 par rapport à octobre-novembre 1995 ; - 8 % en données cumulées sur les 11 premiers mois de 1996 ; cotation gros bovins - 5 % en février 1997 par rapport à février 1996 ; - 12 % sur l'année 1996 par rapport à 1995 ; - 15 à 20 % pour la cotation des broutards

Georges Baud
Cemagref
Domaine de Laluas
63200 Riom

Tableau 1. – Production française de viande bovine en 1995 *(d'après le GEB - Institut de l'élevage).*

	1 000 têtes	1 000 tonnes équivalent carcasse	% tonnage
Viande finie			
vaches	1 860	620	42
Génisses	585	200	14
Bœufs	330	135	9
Taureaux	1 270	500	34
Total	*4 045*	*1 455*	*100*
Animaux maigres exportés			
Broutards et autres maigres exportés (+ de 160kg vif)	1 067	-	-
Veaux de 8 jours à 3 mois solde (export-import)	230 env		

avec 9 % et en diminution régulière depuis des années. Ces deux dernières catégories sont principalement destinées à la consommation française.

Notons que la répartition de la consommation est quelque peu différente. En effet, vaches de réforme et génisses constituent 82 % de la consommation intérieure française de viande bovine, les bœufs constituant 10 % et les jeunes bovins 8 % seulement.

A cette production d'animaux finis il convient d'ajouter plus d'un million d'animaux exportés maigres à plus de trois mois et un solde export-import de 230 000 veaux âgés de 8 jours à 3 mois, soit un nombre total de bêtes « exportées » pour être engraissées ailleurs du même ordre de grandeur que celui du nombre de taurillons produits en France.

Types d'animaux produits et base de leur alimentation (tableau 2)

Les animaux de boucherie finis en France ont deux origines : soit le troupeau laitier pour environ 48 % du tonnage, soit le troupeau allaitant (races Charolaise, Limousine, Salers, Blonde d'Aquitaine, Aubrac) pour 52 %.

Dans les deux origines on retrouve quatre catégories de viande rouge finie, avec le même classement par ordre de tonnage décroissant : vaches de réforme, taurillons, génisses, bœufs, et des veaux de boucherie.

Mais ces derniers sont beaucoup moins nombreux s'ils sont d'origine allaitante. Et ce sont alors des veaux fermiers et des produits de haut de gamme. Tandis que les veaux de boucherie issus du troupeau laitier sont 6 à 7 fois plus nombreux et sont majoritairement élevés en batterie. Ils consomment une alimentation à base de lait et jouent un rôle régulateur très important par « ponction », à la fois pour la production de viande (moins de kg de viande par animal) et la production laitière (consommation de lait en poudre).

Les jeunes animaux exportés pour être engraissés ailleurs (surtout dans les pays de l'Union européenne) sont issus des deux origines. Mais les veaux laitiers partent très tôt (entre huit jours et trois mois) et ils n'ont pratiquement consommé que du lait. Tandis que les jeunes issus du troupeau allaitant (2 à 3 fois plus nombreux) sont exportés à des âges variant de 5 mois à 2 ans, mais principalement entre 7 et 10 mois : ce sont les broutards. Ils ont consommé d'autant plus d'herbe qu'ils sont âgés.

Signalons enfin que fin 1996 - début 1997 s'est mise en place, l'opération « HERODE », à l'initiative de l'Union européenne qui consiste à donner une prime pour l'abattage précoce (8-15 jours) de jeunes veaux laitiers et même « allaitants », afin de les retirer du circuit de toute production de viande.

Très schématiquement on peut distinguer deux grands types de régimes liés aux types d'animaux produits :

– les régimes à base d'herbe pâturée, d'herbe ensilée, de foin, avec le plus souvent une complémentation en phase de finition. Ce régime s'applique es-

Nombre d'animaux en millions de bêtes			Animaux abattus en France		Exportation
Cheptels de souches *décembre 1995*[1]	Produits	Estimation de la destination des veaux nés[2]	Alimentation à base d'herbe	Alimentation à forte concentration nutritive	
	(veaux « Herode » à partir 96)				
	veaux exportés	0,46			
vaches laitières 4,7	veaux de boucherie	1,56			
génisses élevage 2,5					
total UGB env. 6,5	vaches de réforme	1,15	X	XX	
	génisses de boucherie	0,20	XXX		
+ veaux importés	taurillons	0,56		XXX	→
	boeufs	0,22	XXX		
	bœufs	0,1	XX	X	
	taurillons	0,61	X	XX	→
	broutards et autres maigres	1,12			→
	génisses de boucherie	0,36	XX	X	
vaches allaitantes 4,1	vaches de réforme	0,97	XX	X	
génisses élevage 1,9					
total UGB 5,5	veaux de boucherie sous mère	0,24			
	(veaux « Herode ») à partir de 96)				

(1) SCEES
(2) selon GEB - Institut de l'Elevage pour les veaux nés en 1994

X Appréciation de la répartition des abattages selon le régime alimentaire d'engraissement dominant

▲ Tableau 2. – Types de bovins produits en France et base de leur alimentation.

sentiellement à la production de bœufs et de génisses ;

– les régimes à forte concentration nutritive où l'herbe cède la place à des fourrages plus riches tels que le maïs et où la complémentation en aliments concentrés est très importante. Les taurillons sont quasi exclusivement produits à partir de ce régime s'ils sont d'origine laitière, après avoir pu être soumis au régime précédent pendant une période plus ou moins longue de leur vie s'ils sont d'origine allaitante.

Quant aux vaches de réforme, elles ont été soumises essentiellement à des régimes à base d'herbe durant toute leur carrière si elles sont allaitantes. Tandis que les vaches laitières ont été à l'inverse en général soumises à des régimes très riches et très complémentés. Il convient toutefois de distinguer parmi ces dernières, celles de races laitières réputées mixtes (Normande, Montbéliarde, Tachetée de l'Est, Abondance...) qui sont exploitées de façon moins intensive en zone herbagère et en zone de montagne et qui reçoivent davantage d'herbe, sous ses diverses formes, dans leur alimentation.

Répartition régionale des systèmes bovins (tableau 3)

– Les six régions de l'Ouest et du Nord-Ouest où l'espace est utilisé de façon très intensive par l'élevage fournissent 55 % de la production nationale de gros bovins à partir de 42 % du cheptel de vaches dont presque les trois quarts sont des laitières. La majeure partie de la production très intensive des taurillons d'origine laitière est concentrée dans ces régions. Cependant, on peut y trouver aussi des systèmes laitiers ou mixtes (lait + bœufs ou taurillons) à partir des races Normande

OTEX 41: systèmes Lait OTEX 42 : systèmes viande spécialisée OTEX 43 : systèmes mixte Lait viande	Régions dominées par des systèmes allaitants extensifs /ou viande			Régions dominées par des systèmes laitiers ou mixtes très herbagers			Régions de polyculture-élevage assez intensives		Régions d'élevage très intensif Lait et		
Régions concernées à titre principal	Centre - Bourgogne Limousin - Auvergne			Champagne Ardennes Lorraine - Franche-Comté Rhône-Alpes			Aquitaine - Poitou Charente Midi-Pyrénées		Picardie - N.P.D. Calais Hte et Basse Normandie Bretagne - P. de la Loire		
Vaches laitières en milliers[1]	497			943			487		2 590		
Vaches allaitantes en milliers[1]	1 570			445			989		1 068		
% cheptel vache national (L + All)	23			16			17		42		
% de la production nationale de gros bovin finis dans les régions[2]	15			14			9		55		
Résultats RICA 1994	OTEX 42 4 Rég	OTEX 41 Auv	OTEX 43 Auv	OTEX 41 4 Rég	OTEX 42 RA	OTEX 43 Lor.	OTEX 42 3 Rég	OTEX 41 3 Rég	OTEX 41 6 Rég	OTEX 43 H/B. N. P de L Bret	OTEX 42 H.N. P de L
Résultat courant x 1000 F	163	128	145	172	144	287	127	167	188	173	120
Aides x 1000 F	118	47	86	50	104	108	91	61	43	71	86
Nb de vaches	48	30	18	34	29	40	40	36	38	26	36
Nb d'UGB	79	49	60	62	58	112	60	56	67	78	64
Surface fourragère ha	68	44	52	55	46	81	45	36	36	41	45
STH ha	48	32	38	45	31	66	26	12	18	20	30
Aides/RC (%)	72	37	59	29	72	38	72	36	23	41	72
Chargement (%) UGB/haSF[3]	1,16	1,11	1,15	1,28	1,26	1,38	1,33	1,55	1,86	1,90	1,42

1. SCEES : Enquête structure 95 ;
2. SCEES Statistique Annuelle 1995 Bovins Finis (Poids produits) : 1,47 Millions de tonnes France entière ;
3. Ratio des moyennes UGB/Surface fourragère.

▲ Tableau 3. – Répartition régionale des systèmes bovins.

et Maine Anjou au caractère herbager encore bien marqué (bœufs, génisses, vaches de réforme).

– A l'opposé, quatre régions au nord du Massif Central sont dominées par des systèmes allaitants qui occupent l'espace de façon extensive. Le cheptel de vaches qui représente 23 % du cheptel national et dont trois quarts sont des vaches allaitantes fournit 15 % seulement de la production nationale. C'est dans ces régions que se concentre essentiellement la production de broutards destinés à l'exportation. Mais on y produit aussi des animaux de boucherie.

– Quatre autres régions du Nord-Est et de l'Est de la France utilisent également l'espace avec des systèmes extensifs, mais majoritairement à base de troupeaux laitiers spécialisés ou mixtes. Elles détiennent 16 % du cheptel de vaches, aux deux tiers laitières, et produisent 14 % du tonnage national. En fait ce sont soit des systèmes laitiers très spécialisés où l'on se sépare des veaux dès l'âge de huit jours (plateaux et montagnes de Franche-Comté et de Rhône-Alpes) soit des systèmes mixtes lait, viande avec production de bœufs ou de taurillons dans des exploitations de très grandes dimensions (Lorraine).

– Enfin, trois régions intermédiaires du Sud-Ouest utilisent l'espace en polyculture élevage de façon plus ou moins intensive. L'élevage laitier est conduit de façon intensive, mais moins intensive que dans les six régions du Nord-Ouest. L'élevage allaitant est en général moins intensif que l'élevage laitier, mais il est en général plus intensif que dans le Nord du Massif Central. 17 % du cheptel de vaches dont les deux tiers sont allaitantes produisent seulement 9 % du tonnage national de viande finie. On y produit beaucoup de veaux de plus de

trois mois ou des jeunes bovins destinés à l'exportation (veaux lourds de l'Aveyron, broutards très légers de race Blonde d'Aquitaine, broutards et taurillons maigres de race Aubrac...).

Résultats économiques et part des aides

D'après le Réseau d'Information Comptable (RICA), le résultat courant (revenu agricole) est en général plus élevé dans les systèmes laitiers que dans les systèmes viandes spécialisées où il n'atteint un bon niveau que dans la région Nord Massif Central grâce à des dimensions d'exploitations très importantes. A noter la bonne position des systèmes mixtes (lait + bœufs et/ou taurillons) du Nord-Ouest (grâce à l'intensification) et de Lorraine (grâce à la dimension).

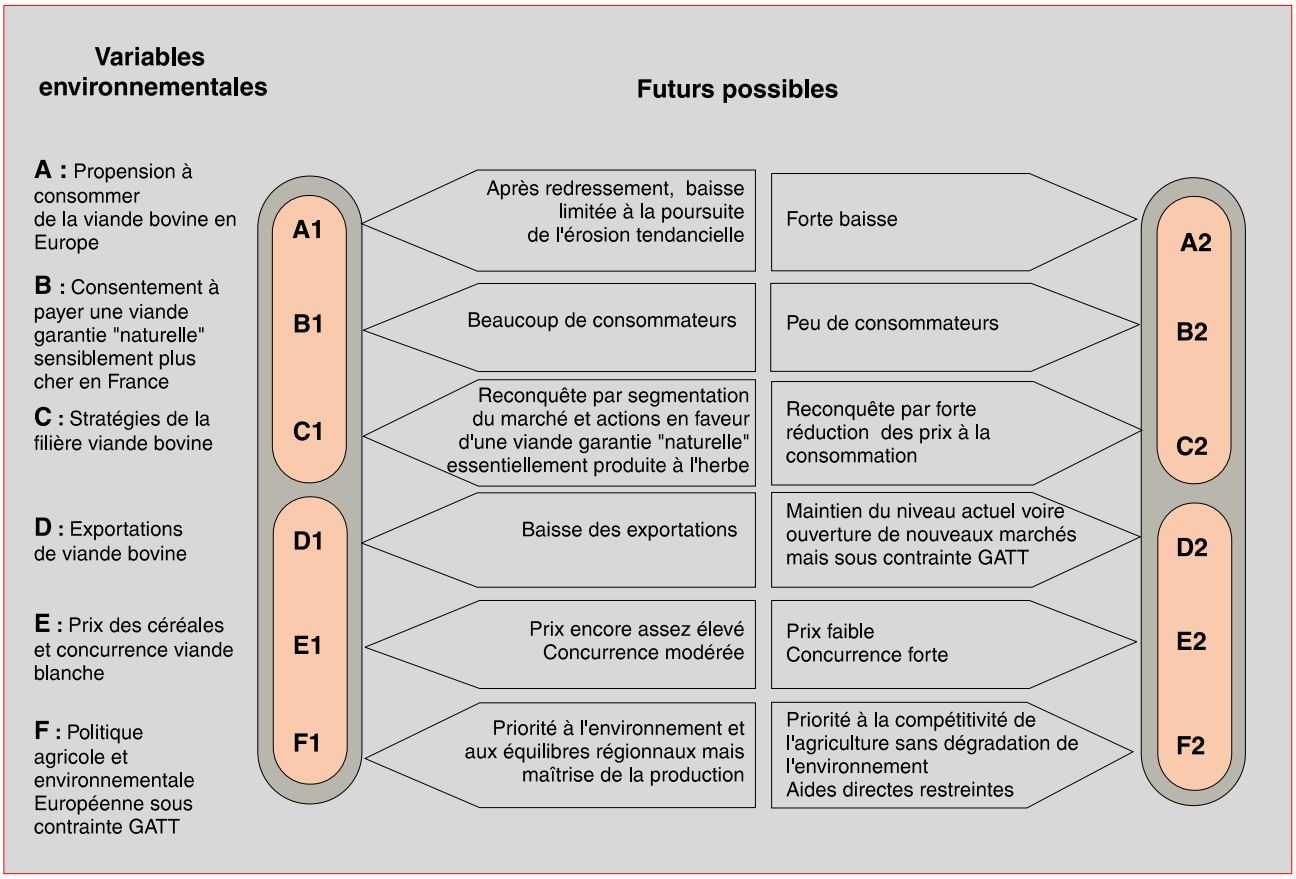
Pour les systèmes viandes spécialisées, les aides représentent 72 % des résultats courants, quel que soit le groupe de régions. Encore faut-il signaler que la conjoncture 1994 était très favorable pour la viande bovine. En 1995, et surtout en 1996, le montant des aides a certainement dépassé très fréquemment le montant du revenu.

Les systèmes laitiers spécialisés ou mixtes sont beaucoup moins dépendants des aides. Elles y représentent 20 à 40 % du résultat courant. Elles sont plus élevées pour les systèmes mixtes que pour les systèmes spécialisés, surtout si ce sont des systèmes lait-viande-céréales.

L'environnement de la production bovine (tableau 4)

L'ensemble des nombreuses variables, externes aux exploitations, qui constituent l'environnement de la production bovine et influencent son évolution est très complexe. Dans le cadre du présent essai prospectif, notre ambition s'est limitée à en donner une représentation très schématique en vue d'esquisser quelques scénarios exploratoires. A cet effet, des choix forcément discutables ont été faits.

Tableau 4. – Variables retenues pour décrire l'environnement de la production de viande boivne et hypothses à moyen terme.



Pour expliquer l'environnement de la production bovine, nous avons limité notre investigation à six variables comportant chacune deux hypothèses contrastées. Parmi les configurations possibles issues des combinaisons d'hypothèses faites sur ces six variables, quatre scénarios ont été retenus ; deux extrêmes et deux plus « médians ».

Deux des variables descriptifs (A et B) concernent la consommation de viande bovine. Ont été distinguées, d'une part la propension à consommer de la viande dans l'Europe des 15 et, d'autre part, le consentement d'un nombre plus ou moins grand de consommateurs français à payer plus cher une viande garantie produite à partir de systèmes herbagers parce que jugée plus « naturelle », plus saine, plus savoureuse. Après la crise de l'ESB, soit la propension à consommer se rétablit presqu'à hauteur de ce qu'elle était auparavant (en retenant toutefois que la tendance lourde était à une lente érosion de la consommation de viande de gros bovins), soit elle demeure à un niveau très inférieur.

Quant au consentement à payer plus cher une viande « herbagère », soit il est partagé par de nombreux consommateurs, soit il est le fait d'un nombre restreint d'amateurs.

De la production à la distribution, l'ensemble des acteurs de la filière ont un rôle très important (la variable C représente leur stratégie). A ce niveau, nous avons émis deux hypothèse : soit leurs stratégies convergent pour une reconquête du marché par segmentation entre viande garantie « naturelle » et viande banale (hypothèse C1), soit elles convergent pour une reconquête du marché par réduction drastique du prix à la consommation (hypothèse C2).

Le contexte international, largement soumis aux décisions européennes sous les contraintes du GATT et de l'intégration des Pays de l'Europe Centrale et Orientale (PECO), pèse très lourd sur la production de viande bovine. Il est pris en compte au travers de 3 variables (D, E et F) :

– D : les possibilités d'exportation de viande bovine, que nous avons considérées, soit maintenues à leur niveau actuel à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe, soit en baisse et négociées à des prix très faibles ;

– E : le prix des céréales, qui a des répercussions sur le coût de production des viandes blanches (porcs, volailles) et par conséquent sur leur prix et leur concurrence avec la viande bovine ;

– F : la politique européenne vis-à-vis de l'agriculture, cette politique pouvant devenir soit plus volontariste qu'aujourd'hui en faveur d'une agriculture respectueuse de l'environnement et partenaire de l'animation rurale, soit donnant une priorité plus forte à la compétitivité de l'agriculture avec limitation des aides directes, mais avec des contraintes environnementales un peu moins fortes que dans l'hypothèse précédente.

La production bovine française selon quatre scénarios à l'horizon 2005

Ces scénarios sont des représentations de « futurs possibles » construites pour inciter à la réflexion. Dans ce genre d'exercice, on peut s'autoriser à forcer quelque peu le trait pour stimuler l'imagination…

Un scénario extrême où la consommation française de viande bovine se rétablit dans une Europe soucieuse de l'environnement et des équilibres régionaux (tableau 4 : hypothèses A1, B1, C1, D1, E1, F1)

• **Le contexte**

La consommation se rétablit presque au niveau d'avant la crise de l'ESB, qui a par ailleurs déclenché en France un mouvement durable partagé par de nombreux consommateurs en faveur d'une viande garantie « naturelle » qu'ils sont disposés à payer plus cher. La filière, de la production à la distribution, a répondu de façon efficace à cette attente.

L'Europe s'est alignée sur la position allemande, qui donne la priorité à une production agricole garantissant l'autosuffisance européenne dans le respect de l'environnement et des équilibres socio-économiques régionaux. Elle a interdit l'incorporation de farine de viande dans l'alimentation de toutes les espèces animales. Le prix des céréales est élevé, celui des viandes blanches également, leur concurrence avec la viande bovine n'est pas sensiblement modifiée. Le prix de la viande bovine reste en moyenne relativement élevé, mais on a des difficultés pour exporter surtout vers les pays tiers, d'autant que sous la pression du GATT, l'octroi de restitutions pour l'exportation est très limité.

Globalement, on a eu et on a encore beaucoup de difficultés à ajuster quantitativement l'offre et la demande, une offre qui s'annonçait déjà structurellement excédentaire avant la crise de l'ESB. Pour maîtriser ces excédents, on a utilisé tous les outils de régulation disponibles (retrait des veaux nouveau-nés, incitations à la réduction des poids à l'abattage, plafonnement des primes, interventions...).

• Conséquences sur la production

Le contexte est favorable aux types d'animaux produits à l'herbe, bœufs, génisses d'origine allaitante ou laitière issus de systèmes herbagers : bonnes vaches de réforme allaitantes ou laitières « mixtes », les animaux provenant des élevages allaitants ayant toujours à supporter des coûts de production plus élevés que ceux d'origine laitière.

En revanche, il est défavorable pour les taurillons (excepté le jeune bovin Limousin qui conserve ses débouchés traditionnels dans la région de Lyon - St-Etienne) et pour les vaches laitières de réforme de race pie noire issus de systèmes intensifs.

Globalement, la position des systèmes allaitants extensifs voire des systèmes laitiers herbagers est consolidée, d'autant qu'ils bénéficient par ailleurs du soutien de l'Europe pour leur rôle positif en matière d'environnement et de maintien de la vie rurale.

En revanche, le contexte est beaucoup moins favorable aux systèmes laitiers et allaitants de l'Ouest et du Nord-Ouest. Ces derniers ont en effet porté les principales mesures de régulations de l'offre, en particulier sur les systèmes laitiers (sacrifice des nouveaux nés, plafonnement des aides, contrainte, environnementales supplémentaires...). La production de viande issue des troupeaux laitiers est médiocrement valorisée dans des fabrications industrielles pour la consommation de masse. Les élevages intensifs, surtout les mixtes lait + taurillons, nombreux en ces régions, sont très touchés par ce nouveau contexte.

• Conséquences sur l'occupation de l'espace et les équilibres régionaux

Au total l'espace est bien occupé et bien entretenu dans les zones défavorisées, zones de montagne et autres zones herbagères. Du fait des contraintes fortes imposées par l'Europe, les pollutions sont mieux maîtrisées dans les zones d'élevage intensif. Mais tel quel, c'est un scénario difficilement acceptable pour les nombreux et puissants éleveurs intensifs du Grand Ouest de la France... et du Nord de l'Europe !

Un autre scénario extrême, où la consommation de viande reste faible dans une Europe très libérale (tableau 4, hypothèses A2 B2 C2 D2 E2 F2)

• Le contexte

Après la crise de l'ESB, la consommation de viande ne s'est pas redressée. Elle demeure à un niveau très bas. Une minorité de consommateurs accepte de payer plus cher la viande produite à l'herbe mais son prix demeure sensiblement inférieur à celui d'avant la crise. Dans la filière, quelques circuits particuliers étant suffisants pour répondre à leur besoin, les stratégies des différents maillons convergent pour reconquérir les marchés intérieurs en pesant sur les prix, ce qui est d'ailleurs encouragé par une politique européenne dominée par le courant libéral anglo-saxon. La priorité est donnée à la compétitivité de l'agriculture, tandis que des contraintes environnementales demeurent mais que les préoccupations d'équilibres socio-économiques régionaux passent au second plan. Les aides à l'agriculture sont réduites sous toutes leurs formes. Les prix à la production tendent à se rapprocher des cours mondiaux, en particulier celui des céréales et celui des viandes blanches dont la concurrence vis-à-vis de la viande rouge est devenue redoutable.

La production de viande bovine, très excédentaire par rapport à la demande après la crise, est encore surabondante, bien que l'on exporte certes mieux que par le passé vers les pays tiers. Pendant les cinq à six années qui ont suivi la crise, l'ajustement de la production aux débouchés s'est fait de façon chaotique sous la pression des revendications des agriculteurs, mais beaucoup d'exploitants ont dû cesser leurs activités. Beaucoup ne font que survivre en attendant leur retraite, sans perspective de reprise ou de succession.

• Conséquences sur la production

Tous les types de production ont été malmenés, mis à part une petite production d'animaux de haut de gamme (bœufs et génisses issus de troupeaux allaitants et offrant toutes les garanties de qualité).

La part du revenu liée aux ventes d'animaux s'effondre dans tous les systèmes. Dans le système allaitant spécialisé, il n'est plus constitué que par les aides, elles-mêmes en diminution. Dans les systèmes laitiers et systèmes mixtes, la situation a évolué un peu moins favorablement : les ventes de lait, dont le prix a moins baissé que celui de la viande, malgré la levée des quotas, compensent la chute du revenu. De plus, la réduction du prix des céréales et des aliments concentrés a entraîné une diminution des coûts de production d'autant plus sensible qu'ils sont intensifs.

Dans un certain nombre de zones difficiles, beaucoup d'exploitations ont disparu ou vont disparaître. Le foncier libéré ne trouve preneur que s'il permet une très forte productivité du travail et que s'il se situe à proximité d'exploitations capables de se redéployer après la crise. En 2005, l'abandon à la friche est déjà perceptible et il va aller en s'accusant au fur et à mesure que les nombreuses exploitations en survie s'éteindront. Le phénomène est toutefois un peu moins important dans les régions de montagne à orientation laitière qui ont su préserver une valorisation particulière pour leurs productions laitières et fromagères.

Dans les zones d'élevage intensif, la crise a eu des conséquences très lourdes, mais un peu moins dramatiques. La disparition d'exploitations s'est accélérée, notamment en système viande spécialisée. Cela a permis une restructuration importante et une concentration de la production laitière dans de grandes unités spécialisées, qui fournissent de la viande de réforme à très bas prix, ou mixtes, qui ont pu conserver une production annexe de taurillons pour l'exportation dans des ateliers conduits très intensivement à partir de céréales et d'autres produits de substitution importés à très bas prix. L'agrandissement des exploitations et la réduction globale du cheptel bovin (moins de vaches plus productives, moins de taurillons) ont entraîné une certaine désintensification mais d'ampleur limitée, car la pression foncière demeure élevée. La fertilisation minérale des surfaces fourragères tend à diminuer, mais la pollution correspondante ne régresse pas vraiment.

• Conséquences sur l'occupation de l'espace et sur les équilibres régionaux

Au total, l'élevage bovin se concentre dans les régions qui sont les plus favorables à une conduite intensive et il y maintient son emprise sur l'espace. En revanche il se replie fortement dans les zones difficiles, laissant le champ libre à l'extension de la forêt et surtout de la friche.

Un scénario intermédiaire où la consommation française se rétablit dans une Europe très libérale (tableau 4 : hypothèses A1 B1 C1 D2 E2 F2)

• Le contexte

Comme dans le scénario 1, la consommation, soutenue par la stratégie de l'ensemble de la filière bovine, se rétablit avec des consommateurs de plus en plus nombreux à accepter de payer plus cher une viande garantie produite à l'herbe.

En revanche, comme dans le scénario 2, dans une Europe dominée par le courant libéral, l'agriculture a dû s'adapter pour devenir compétitive avec le minimum d'aides et exporter ses produits aux cours mondiaux. L'élevage intensif peut s'approvisionner en concentrés à bas prix.

• Conséquence sur la production

Un équilibre entre l'offre et la demande est en train de s'établir mais au prix d'une baisse considérable des cours, d'une restructuration très sévère de l'élevage qui a condamné de nombreuses exploitations dans toutes les régions et d'une réduction sensible du cheptel de souche, surtout allaitant, qui a été le plus touché. Les stocks de viande congelée ont été très importants, ils pèsent encore sur le marché.

Seules les exploitations les plus solides ont pu résister ; elles ont bénéficié de la restructuration et sont à même d'affronter la concurrence sur deux marchés relativement bien segmentés (viande de qualité produite à l'herbe/viande banale).

La production de viande de taurillon est devenue plus importante que la production provenant des vaches de réforme dont le nombre s'est réduit. Elle se fait essentiellement à partir de veaux d'origine laitière pure ou croisée viande. L'augmentation du nombre de veaux engraissés en taurillons s'est faite au détriment du nombre de veaux de boucherie. Elle est concentrée dans de très grandes unités de type industriel. Elle est principalement exportée, mais une partie vient compléter la viande provenant des vaches de réforme laitières pour satisfaire aux besoins de la consommation française de viande banale.

La demande en viande de qualité herbagère est alimentée pour le haut de gamme par des génisses, bœufs et vaches issus du troupeau allaitant, mais aussi par des bœufs, génisses, vaches de réforme d'origine laitière mais de race au profil équilibré (Normande, Montbéliarde...) élevées de façon plutôt extensive en zone herbagère et dont le prix est intermédiaire entre celui de la viande de haut de gamme et celui de la viande issue des troupeaux laitiers intensifs.

• Conséquences sur l'occupation de l'espace et sur les équilibres régionaux

La production de taurillons est concentrée dans de très grands ateliers à proximité de bassins céréaliers et des ports. Notons que, vu leurs dimensions, ces ateliers ont été amenés à envisager des solutions très efficaces vis-à-vis de la maîtrise des effluents d'élevage et des problèmes d'environnement. La densité des vaches laitières (par rapport à la surface) a diminué dans toutes les régions. Dans les régions intensives du Grand Ouest, on continue à augmenter le rendement par vache en désintensifiant légèrement la conduite de la surface fourragère. L'élevage maintient son emprise sur l'espace. Le contexte est favorable à la production herbagère mixte lait-viande du Nord-Est. Mais elle était déjà extensive. L'élevage cède les surfaces les plus ingrates à la friche ou à la forêt. Dans le nord du Massif Central, l'élevage allaitant a été particulièrement malmené. La restructuration a été très forte. De grandes unités très extensives produisent de la viande de haut de gamme, mais elles n'occupent plus tout l'espace dont une part considérable, vidée de ses habitants, est abandonnée.

Un scénario intermédiaire où la consommation de viande reste faible, dans une Europe soucieuse de l'environnement et des équilibres régionaux(tableaux A2 B2 C2 D1 E1 F1)

• Le contexte

Comme dans le scénario 2, la consommation de viande bovine ne s'est pas redressée dans toute l'Europe. En France cependant, une minorité de consommateurs reste attachée à une viande produite à l'herbe et acceptent un écart de prix par rapport à de la viande courante.

Face à cette situation, l'Europe toujours soumise aux contraintes du GATT et à l'intégration des PECO reste soucieuse de l'environnement et des équilibres régionaux. Autant qu'elle le peut, elle utilise les possibilités offerte par la « boîte verte » pour accorder des aides directes au soutien des revenus des agriculteurs, à la condition qu'ils s'engagent à gérer l'espace et les ressources naturelles dans une optique à long terme et qu'ils participent à l'animation du monde rural. En contrepartie, elle a réduit son soutien aux marchés des produits agricoles, dont les prix se sont rapprochés des cours mondiaux. Ce qui permet aux systèmes d'élevage intensifs de disposer de céréales et de concentrés à bas prix et d'exporter.

• Conséquences sur la production

Le déséquilibre entre l'offre et la demande a été plus important que dans le scénario précédent. Mais l'ajustement s'est fait moins douloureusement pour les exploitations, grâce aux aides de soutien au revenu. L'Union européenne est aussi intervenue vigoureusement en début de période en incitant à l'abattage des veaux naissants, en stockant les carcasses. Globalement le cheptel bovin s'est réduit, sa densité par hectare a baissé, mais la diminution du nombre d'exploitations et leur restructuration ne se sont pas accélérées.

Vu le rôle que l'on attend d'eux pour l'entretien de l'espace et le maintien de la vie rurale en zones difficiles, les systèmes allaitants extensifs sont bien soutenus, mais ils dépendent encore plus des aides publiques et des attentes de la société à leur égard. Ils n'échappent pas aux dispositions visant à réduire la production de viande, même si c'est une viande d'herbe, car son débouché demeure étroit. Un certains nombre ont pu le faire en rééquilibrant leur élevage vers davantage de bœufs et de génisses de boucherie et moins de vaches allaitantes.

Les systèmes extensifs mixtes lait-viande du Nord-Est ont suivi une voie analogue en supprimant leur éventuelle production de taurillons et en remplaçant leurs vaches Holstein par des Pie rouge pour fournir une viande d'herbe de qualité intermédiaire encore adaptée à la consommation française, mais à un prix plus faible.

Les systèmes bovins intensifs du Grand Ouest sont soumis à de fortes contraintes environnementales qui les conduisent à réduire sensiblement la densité de leur cheptel par hectare. Pour ce faire, ils

ont étendu leur surface fourragère en particulier leur surface en herbe, au détriment des céréales qu'ils achètent maintenant à des prix intéressants. Ils ont encore amélioré le rendement laitier par vache et réduit en proportion leur troupeau. Certains éleveurs, qui engraissaient des taurillons, continuent à le faire en visant un coût de production minimum, afin de les exporter vers des pays tiers. Ceux qui ont abandonné cette production se sont tournés vers d'autres solutions de diversification.

• Conséquences sur l'occupation de l'espace

Dans toutes les régions d'élevage bovin, l'espace est mieux géré, les ressources naturelles mieux utilisées, les pollutions réduites, l'emploi agricole en partie préservé et les campagnes restent accueillantes. Mais les exploitations bovines sont bridées dans leur développement et doivent faire la preuve que les aides publiques qu'elles reçoivent sont justifiées.

Conclusion

L'élevage bovin est entré dans une phase de forte instabilité pour une période de 7-8 ans au moins, soit *grosso modo* la durée d'un cycle de production. A l'issue de cette période, comme l'illustrent les scénarios, l'éventail des possibilités est ouvert. Mais ils font apparaître aussi quelques constantes.

Même si la consommation se rétablit presqu'à son niveau d'avant la crise de l'ESB avec une segmentation du marché français[3] qui lui soit favorable, la viande d'herbe, surtout si elle est issue des troupeaux allaitants extensifs qui exploitent l'espace des zones défavorisées, ne peut être produite sans que ses coproduits non marchands environnementaux et sociaux soient rémunérés. Pour un temps encore, on voit difficilement comment ils pourraient l'être autrement que par des aides publiques.

Par ailleurs, des restructurations de la production paraissent inévitables, qui passent par une redistribution des surfaces, des droits à primes et à produire libérés et par un réaménagement des structures des exploitations, notamment du foncier.

Dans la mesure où la collectivité soutient ces exploitations par des aides publiques, elle se donne un certain droit de regard pour que cette restructuration soit convergente avec ses attentes vis-à-vis des fonctions de l'Agriculture.

Quant aux systèmes d'élevage les plus intensifs, les taurillons issus des troupeaux laitiers produits dans le Grand Ouest, ils sont aussi très exposés dans le nouveau contexte. Leur production devrait sensiblement diminuer, ce qui devrait permettre de désintensifier l'utilisation de l'espace et d'alléger la pression polluante. Mais des changements importants des systèmes d'exploitations sont à prévoir, avec sans doute aussi de profondes restructurations des exploitations et des espaces qu'elles occupent.

Tout ceci montre les conséquences très importantes d'ordre à la fois économique, environnemental et social que peuvent avoir d'une part, l'attitude des consommateurs et d'autre part, les choix européens de politique agricole. □

3. Notons qu'une segmentation des marchés Sud Européen, également en faveur de la viande d'herbe, jouerait en défaveur des broutards produits par les élevages allaitants extensifs français.

Résumé

La viande bovine française est issue de différents systèmes de production qui se distinguent par la nature des troupeaux (troupeaux laitiers, troupeaux allaitants...) et la place socio-économique qu'ils occupent au niveau des exploitations, des terroirs et des régions. La crise induite par l'encéphalite spongiforme bovine (dite maladie de la vache folle), a précipité et amplifié une autre crise, structurelle, qui s'annonçait. Mais elle semble avoir stimulé une demande en faveur de production de viande bovine de qualité nourries à l'herbe. Cette situation pose de nouvelles questions et révèle des interactions complexes qui peuvent entraîner des modifications profondes dans les schémas d'occupation de l'espace rural national. Dans ce contexte, cet article apporte une contribution à l'étude de ces risques en proposant des éléments d'analyse prospective et des scénarios correspondants à des futurs possibles. Ce travail constitue la base d'une réflexion qui pourrait, lors d'étapes ultérieures, intégrer d'autres variables et conduire à des stratégies différenciées selon les schémas de production et les spécificités socio-économiques régionales.

Abstract

French beef is produced under different systems which vary in terms of the type of herd (dairy herds, suckling herds, etc.) and the socio-economic place that they occupy within the farms, the land and the regional context. The crisis caused by bovine spongiform encephalopathy (mad cow disease) has precipitated and amplified another impending crisis concerning the structure of the industry. However, it seems to have stimulated a demand for the production of grass-fed quality beef. This situation raises new questions and reveals complex interactions which may lead to profound changes in rural land usage across France. Against this background, this article contributes to the assessment of these risks by proposing forecasting principles and possible outcome scenarios. This work forms the basis of a discussion which could subsequently incorporate other variables and lead to strategies tailored to suit the different production systems and specific regional socio-economic features.

Bibliographie

AMON, G., BELARD, J.-F., CAYLA, D., GUERINGER, A., LABLANQUIE, M., 1994. Étude technico-économique d'exploitations laitières dans diverses régions françaises (Sondes R.I.C.A. - Résultats 1992), Cemagref Clermont-Ferrand, *S.E.R.*, n° 170, Novembre 1994, 131 p. + annexes (8 p.).

BELARD, J.-F., BAUD, G., 1995. Étude technico-économique d'exploitations productrices de viande bovine dans les Pays de la Loire (Sondes R.I.C.A. - Résultats 1992 et 1993), Cemagref Clermont-Ferrand, *S.E.R.*, n° 176, Septembre 1995, 75 p. + annexes (27 p.).

BELARD, J.-F., MARSAT, J.-B., HENRIOT, J., LE MARECHAL, J.-Y., PICAULT, M., LIENARD, G., PIZAINE, M.-C., 1995. Production de jeunes bovins maigres ou engraissés en Limousin, Premiers effets de la réforme de la PAC, Campagne 1993/94, Cemagref Clermont-Ferrand, SUAD Chambre d'Agriculture de la Corrèze Tulle, INRA Theix, *S.E.R.*, n° 181, Décembre 1995 - 99 p. + annexes et note de synthèse (10 p.).

BOUSSET, J.-P., MARSAT, J.-B., HENRIOT, J., LEYRIT, M., BARLET, D., GOURBEYRE, G., LIENARD, G., PIZAINE, M.-C., LHERM, M., 1995. Étude technico-économique de quatre systèmes de production de viande bovine dans l'Allier, Premiers effets de la réforme de la PAC, Campagne 1993/1994, Cemagref Clermont-Ferrand, Chambre d'Agriculture de l'Allier Moulins, INRA Theix, *S.E.R.* n° 179, Décembre 1995 - 51 p. + annexes + note de synthèse (12 p.).

BUSSELOT, A., HENRIOT, J., MARSAT, J.-B., ESTEVE, P., BOUCHY, R., FREGEAC, M., LIENARD, G., PIZAINE, M.-C., 1995. Etude technico-économique des systèmes de production en race Salers, Premiers effets de la réforme de la PAC, Campagne 1993/1994, Cemagref Clermont-Ferrand, Chambre d'Agriculture du Cantal Aurillac, INRA Theix, *S.E.R.*, n° 182, Décembre 1995 - 99 p. + annexes + note de synthèse (8 p.).

BUTAULT, J.-P., 1996. Les systèmes de productions de viande bovine en France, INRA Sciences Sociales Recherches en Economie et Sociologie Rurales, Consommation, Commerce et Production de viande bovine, *Tendances et structures*, n° 3, mai 1996, (4 p.).

CHEVASSUS-LOZZA, E., GALLEZOT, J., 1996. Les échanges intra-communautaires de viande bovine, INRA Sciences Sociales Recherches en Economie et Sociologie Rurales, Consommation, Commerce et Production de viande bovine, *Tendances et structures*, n° 3, mai 1996, (2 p.).

COMBRIS, P., 1996. Viande de boeuf : les préférences des consommateurs ont changé au début des années 80, INRA Sciences Sociales Recherches en Economie et Sociologie Rurales, Consommation, Commerce et Production de viande bovine, *Tendances et structures,* n° 3, mai 1996, (2 p.).

DE FONTGUYON, G., SYLVANDER, B., 1996. Traçabilité et démarcation par la la qualité dans la filière viande bovine, INRA Sciences Sociales Recherches en Economie et Sociologie Rurales, Consommation, Commerce et Production de viande bovine, *Tendances et structures*, n° 3, mai 1996, (2 p.).

GUYOMARD, H., LE MOUEL, C., 1996. Crise bovine et équilibres des marchés : simulations macroéconomiques, INRA Sciences Sociales Recherches en Economie et Sociologie Rurales, Consommation, Commerce et Production de viande bovine, *Tendances et structures*, n° 3, mai 1996, (4 p.).

INSTITUT DE L'ELEVAGE, CNE, 1997. L'année économique (1996) lait et viande bovine, Perspectives 1997, *Le dossier du GEB,* Fichiers n° 256, février 1997.

INSTITUT DE L'ELEVAGE, GEB, 1996. Viande bovine dans l'Union Européenne à 15, perspectives en 2002, un scénario impossible, *Le dossier Economie de l'Elevage*, juin-juillet 1996, n° 249-250, (16 p.).

INSTITUT DE L'ELEVAGE, GEB, 1996. Supplément à tendances lait et viande, n° 40, janvier 1996, Lait et viandes, *Tendances,* n° 43, avril 1996 et n° 44, mai 1996.

INSTITUT DE L'ELEVAGE, GEB, 1997. Lait et viandes, *Tendances,* n° 54, mars 1997.

MARSAT, J.-B., PIVOT, J.-M., HENRIOT, J.-M., LEYRIT, M., BARRET, M., SOUVETON, A., ROUSSEL, M., LIENARD, G., PIZAINE, M.-C., 1995. Etude économique d'exploitations laitières en moyenne montagne de Haute-Loire, Campagne 1993/94*,* Cemagref Clermont-Ferrand, CER 43 Le Puy, INRA Theix, *S.E.R.*, n° 180, Décembre 1995.

LEROUX, Y., 1996. Les délais d'ajustement de la production de viande bovine à la suite de modifications économiques, INRA Sciences Sociales Recherches en Economie et Sociologie Rurales, Consommation, Commerce et Production de viande bovine, *Tendances et structures*, n° 3, mai 1996, (2 p.).

LIENARD, G., LHERM, M., BELIN, D., 1996. L'élevage bovin allaitant des zones défavorisées françaises, INRA Sciences Sociales Recherches en Economie et Sociologie Rurales, Consommation, Commerce et Production de viande bovine, *Tendances et structures,* n° 3, mai 1996, (2 p.).

POTHERAT, C., MAINSANT, P., 1996. Consommation de viande bovine dans l'Union Européenne : une fragilité accrue depuis la rupture des années 1980 ? INRA Sciences Sociales Recherches en Economie et Sociologie Rurales, Consommation, Commerce et Production de viande bovine, *Tendances et structures*, n° 3, mai 1996, (2 p.).

SCEES, INSEE, INRA, 1996. RICA France, Tableaux standards 1994, *Agreste - Données chiffrées - Agriculture*, n° 76, février 1996.

SCEES, *Agreste - Conjoncture*, n° 3, mars 1997.